

# Rivoluzione



Nu 08

Ghjurnale di i Patriotti Partighjani - Manca Naziunale

## Cap ' articulu

A u nivellu internaziunale, u periodu attuale porta una cuntradizione trà a pussibilità reale di trasmette l'informazioni, l'idee, è l'usu di tutti i mesi di cumunicazione muderni pè impone un'ideologia di morte, u discorssu di i più forti contrà a i più debuli. Sapemu bè chì u Fascismu è un periculu maiò pè l'umanita, ma quandu si masca cù l'andatura è i vesti di a nurmalita, è di piu periculosu.

Ssu discorssu s'infrugna di manera oghjinca indè i spazii di a vita, à a televisiò ma dinnò indè u mondu di u travagliu. Un si trattà micca di parlà francamente di razza pura è d'eliminazione di i disgraziati, a terminulugia è piu muderna. In Fattu l'ideologia neo-fascista a u sò vucabulariu propriu. Si parlà dunque di quelli qui so nurmali è di l'altri. I primi hanu un buon modu di campà, è di i secondi si dice ch'elli ùn so miccà in capacita d'esse impiegati. Pè ssa casta di novi maestri, ci vole à furmà à i patroni à u « Management » è i travagliatori à un'andatura più funziunale, più efficace. In listessu modu ci vuleria à mette a ghjente asuciale è a ghjuventù ribella in prigiò ò in certi lochi di rieducazione. >>



## La Question Sociale : Une Question Politique !

Numériquement majoritaire, principal producteur économique, le monde du travail demeure en Corse sans aucun pouvoir politique. A l'inverse, la grande bourgeoisie, ultra-minoritaire et la petite bourgeoisie exercent une domination totale sur les secteurs économiques et sociaux, ainsi que sur le champ culturel. La traduction de ce « hold-up » politique se concrétise notamment par l'écrasante représentation électorale des chefs d'entreprise, membres des professions libérales et autres rentiers, et ce, au niveau de toutes les institutions.

A cet édifice s'ajoute, par la volonté de l'Etat, un quadrillage méthodique des postes clefs de l'administration par des fonctionnaires français, en service commandé. Cette situation a pour effet la généralisation massive d'un mal de vivre, tous les jours plus perceptible.

L'effondrement des solidarités pour cause de destruction des services publics socialement utiles n'est plus compensé par l'exercice des solidarités familiales car l'abaissement >>

>> Parlandu di a salute ci vuleria à decidà quelli chi ponu esse curati à colpi di pillula, quelli chì ponnu pretende à un cumpurtamentu abbunisciatu, fora di tutt'aiutu di a psicanalise, ghjudicata arcàica.

Hè ghjuntu u tempu di a normalizzazione di massa, è sè noi ùn cumbattemu miccà à u neo-fascisimu high-tech, dà qui à pocu certi filmi cumè « Brazil » sarannu à a nostra realità. L'omu puliticu francese simbuliziantu ù megliù ssa nova ideologia riazziunnaria hè Nicolas Sarkozy, chì ha dettu « *La liberté c'est le travail* ». Era à pocu pressu ciò chi era scrittu à l'intrata di tutti i campi nazisti « Arbeit macht frei » ( u travagliu rende liberu ).

Noi à a Manca Naziunale avemu un'altra cuncipitura di a Liberta, pè u populu corsu è pè l'umanità in generale.

>> du niveau de vie ne le permet plus. Pour beaucoup de salariés et de chômeurs, le recours à l'économie informelle apparaît comme une planche de salut. Les demandes de secours en tout genre, submergent les organismes officiels ainsi que les associations présentes sur le terrain de l'humanitaire. La consommation de substances licites ou « illicites » frappe particulièrement la jeunesse avec, comme corollaire une élévation des gestes suicidaires.

Ce tableau, certainement très incomplet, est la description d'une réalité sans nul doute connue de tous les responsables politiques de notre pays. La Corse est donc rentrée dans l'ère de la mondialisation en conservant par ailleurs un héritage féodal. Charge est donnée au libéralisme d'organiser l'exploitation des ressources humaines et matérielles de la Corse. Toute latitude étant par ailleurs conférée aux clanistes afin que puisse se mettre en place une gestion de la misère sociale.

Les enjeux sont donc là. La question sociale ne peut être dissociée de la question nationale, car avec la question de la langue, elle constitue un des éléments centraux de notre problématique. L'illusoire et naïf slogan qui voulait que nous soyons tous égaux sous la même bannière n'a pas résisté aux réalités de la lutte de classe.

## BREVES

### Du Mercure à Vignetta !

#### Exécution d'Anna Politkovskaya

Militante des droits de l'Homme, journaliste d'investigation, elle n'a jamais hésité à abolir la distance entre l'observateur et l'observé.

Dans son dernier ouvrage "Douloureuse Russie", dénonçant la politique de Vladimir Poutine en Russie, la journaliste prédit que si une révolution éclate en Russie, elle ne sera ni orange, ni de velours, mais rouge comme le sang.

Anna Politkovskaïa aura sans relâche dénoncé les dérives du pouvoir russe. Elle était connue pour sa couverture critique des campagnes du pouvoir russe en Tchétchénie.



Connu des joueurs de Rugby, des jeunes qui pratiquent l'athlétisme et des scolaires, le stade de Vignetta est temporairement fermé pour cause de travaux. En prévision des jeux des îles, les installations, dont la pelouse, sont remplacées. Des analyses effectuées sur des échantillons de terre remuées à cette occasion, témoigneraient d'un taux de mercure 3,5 fois supérieur aux normes en vigueur. La loi impose que soient ainsi examinées les terres issues de remblaiement ou de déblaiement. Le maître d'œuvre, en l'occurrence la Mairie d'Aiacciu, devrait rendre les résultats publics, quelle qu'en soit la nature. Déjà, les salariés d'une société (corsovia) ont posé des questions, au niveau du comité « d'hygiène et de sécurité » de leur entreprise. La direction ne pouvait leur donner de réponses car il s'agirait d'un laboratoire indépendant de cette société. Nous interpellons alors les responsables de la Mairie en exigeant que la lumière soit faite sur cette affaire.



Jacques cotta: journaliste (a collaboré à diverses émissions comme droit de réponse, envoyé spécial...) Dans cet ouvrage j.cotta donne un visage à ces sept millions de travailleurs pauvres, il s'agit de montrer le paradoxe du monde du travail en France, pays ayant un PIB en constante augmentation.

Ce livre démontre que cette paupérisation est la condition d' enrichissement d'une minorité.

# Le temps des dames patronnesses

Lors des discussions du processus dit de « l'union de tous les nationalistes », les débats portèrent, un soir, sur la question sociale. Nous ne fûmes pas surpris d'entendre quelques vagues déclarations, toutes badigeonnées des sentiments les plus humanitaires. Les représentants d'organisations, au mieux interclassistes, ne concevaient d'ailleurs notre présence qu'en raison d'un opportunisme électoral qui leur commandait de ratisser large et de ne laisser aucun espace à d'éventuelles listes issues du mouvement national. Car il va de soit, pour la petite bourgeoisie nationale corse, qu'elle seule peut prétendre à incarner la représentation du peuple en lutte. Et c'est dans ce décor que le docteur Simeoni se prit à attirer l'attention des mouvements présents sur la précarité sociale et économique de quelques 25000 corses. Des accents de réprobation et de réelle indignation teintaient ses propos. Jusque-là, en dehors d'une interrogation sur la méthode pour obtenir ce chiffre assez impressionnant, rien à ajouter aux propos. Notre contribution, présentée dans cette même séance, partait d'un constat non chiffré similaire et pointait la nécessité d'un plan d'urgence économique et social et de son application, y compris avec les moyens de l'institution territoriale ( au moins en matière de construction de logements sociaux et de défense des services publics socialement utiles ).



Nous y proposons par ailleurs un axe de mobilisation tournant autour d'une revendication destinée à obtenir l'indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie. Ces points furent rejetés au motif que l'assemblée de Corse ne pouvait agir en ces domaines. Notre réponse de l'époque demeure identique à celle que nous faisons à ceux qui se proposent (voir l'article paru récemment dans Corse Matin) de faire la charité au monde du travail. Ce n'est pas d'une réforme du système dont nous espérons le salut, mais de notre propre détermination à jeter à bas ce mode d'organisation et de production. Les travailleurs n'ont que faire de l'aumône des dames patronnesses qui le dimanche après messe, distribuent leur menue monnaie. Nous voulons vivre de notre travail, dans la dignité et comme des hommes libres.

## Un collectif pour soutenir 25 000 Corses

Assurer ses besoins alimentaires, se nourrir, se loger, s'habiller, se soigner, pour près de 25 000 personnes en Corse, cela est devenu un combat de tous les jours, et parfois même un rêve. Et cela touche tout le monde, jeunes ou personnes âgées.

Devant la « nouvelle montante », le collectif contre la précarité qui vient de se constituer a décidé d'organiser



# Sardaigne : répression fascisante contre à "Manca"

Le 11 juillet 2006, dans le cadre de l'opération « Arcadie », l'Etat Italien a mobilisé d'importants moyens de répression contre nos camarades d'A Manca Pro S'Indipendentzia. L'ex-ministre de l'intérieur Pisanu du gouvernement Berlusconi a inventé le « téhorème Pisanu » selon lequel, entre autre chose, sévirait en Sardaigne « Une centrale de la terreur composée d'anarchistes, d'indépendantistes et de marxistes-léninistes ».



Manifestation à Sassari

C'est ainsi 54 personnes qui ont été interpellées le même jour et qui ont subi 15 h d'interrogatoire en moyenne. 10 militants d'a Manca Pro S'Indipendentzia ont été incarcérés.

Une mobilisation exemplaire s'en est suivie en Sardaigne. De nombreuses manifestations populaires ont été organisées, à Cagliari le 22 juillet et le 11 septembre, à Sassari le 5 aout, à Nuoro le 30 aout, etc... Sans omettre les réunions d'information, concerts de soutien, manifestations culturelles et sit-in réguliers depuis maintenant 4 mois. Si la mobilisation et le soutien populaire ne faiblit pas, c'est que le sort fait aux militants politiques publics sardes est perçu par de plus en plus de personnes comme une injustice flagrante qui remet en cause la liberté d'opinion en Sardaigne.

Sur le fond du dossier, il s'agit d'un montage grossier ayant pour finalité de museler une organisation politique démocratique dont les prises de positions nuisent à l'Etat Italien, aux multinationales présentes en Sardaigne et aux intérêts Nord-Américains. C'est donc une opération de guerre qui a été menée par l'Etat italien contre l'organisation indépendantiste communiste sarde.

La direction Anti-Terroriste de Cagliari, avec l'appui de la DIGOS de Nuoro et de l'UCIGOS

de Roma a mobilisé d'importants moyens policiers et militaires pour tenter d'éradiquer « A Manca ». L'implantation social, la reconnaissance de militants publics travailleurs et intègres, ainsi que le soutien populaire ont été sous-évalués par la machine répressive.

Le montage grotesque des services italiens consite à faire l'amalgame entre l'activité des patriotes de gauche et des attentats commis depuis 2002 par des petits groupes radicaux ( NPC, OIR ). Bien sur pas l'ombre d'une preuve ne peut étayer cette fumisterie. Dans le dossier à charge, la justice italienne possède des milliers de pages de transcriptions d'écoutes tronquées, sorties de leur contexte et inexploitable. Mais cela suffit pour faire trainer une procédure et maintenir en détention de la façon la plus arbitraire nos camarades d'A Manca Pro S'Indipendentzia. Sans oublier que dans le code pénal italien existe des lois liberticides et scélérates à faire rêver Nicolas Sarkozy lui même. Ainsi l'article 270 peut permettre de poursuivre n'importe qui pour « association subversive », mais l'idée même de remettre en cause « l'unité nationale » est un motif valable pour aller en prison.

Devant cette situation insupportable A Manca Naziunale s'est mobilisée dans les première heures et ne peut que constater le silence assourdissant de la gauche française et du mouvement national en Corse. Il est vrai que les gauches des Etats dominants savent s'entendre quand il s'agit de bâillonner les peuples sous la tutelle coloniale, seuls quelques militants et/ou organisations ayant des réflexes démocratiques élémentaires ont réagit en France (LCR) et en Italie (Sénateur Mauro Bulgarelli). Il n'est pas plus surprenant que des nationalistes droitiers, pourtant informés lors des Ghjurnate di Corti par la délégation de Sardaigne Natzione et un militant basque, fassent passer leur haine du rouge avant la solidarité aux peuples en lutte.

*soutenir, s'informer*

[www.comitato11luglio.net](http://www.comitato11luglio.net)

## et appel à la solidarité internationale

Notre solidarité vis à vis du peuple sarde s'exprime de divers façon, en plus d'une sensibilisation régulière nous nous sommes rendus à plusieurs reprise en Sardaigne.

Ce 21 octobre nous sommes à l'initiative d'une soirée de soutien avec le groupe « Voce di l'Alba » qui a accepté en toute indépendance de se mobiliser pour cette cause et de permettre de récolter des fonds pour les militants incarcérés. La solidarité doit s'exprimer par tous les moyens, y compris au niveau international.



*Devant la prison de Cagliari*



Notre camarade Massimo Nappi, assigné à résidence, a été hospitalisé d'urgence le 19 septembre dernier à la suite d'une grève de la faim. Les militant(e)s d'A.M.P.I détenus sont très déterminés et la mobilisation à l'extérieur ne faiblit pas. Jamais A Manca Pro s'Indipendentzia n'a connu un tel courant de sympathie. Cependant, une menace d'extradition dans les prisons italiennes est toujours d'actualité et c'est pour cela que la pression doit être maintenue. Dans tous les cas de figures, cette remise en cause de la liberté d'expression en Sardaigne doit être dénoncée par tous les forces démocratiques et progressistes informées de la situation.

### *Pour soutenir financièrement les prisonniers politiques sardes victimes de l'opération "Arcadie"*

*Vous pouvez effectuer des virements vers ce compte postale :*

*Contro Corrente Postale n°73853251  
Bonifico ABI 07601CAB 17200*

*à l'attention de :  
Pisano Alessandro*

*Motif : Sottoscrizione per spese legali*

*Vous pouvez également envoyer des chèques à l'adresse de la M.P.I ci-contre en précisant l'ordre "Pisano Alessandro"*

### *Pour contacter a Manca Pro s'Indipendentzia*

#### **Adresse Postale :**

a Manca pro s'Indipendentzia  
- Sede nazionale -  
via Aurelio Saffi 12 - Nugoro  
Sardigna

#### **Site web :**

<http://www.manca-indipendentzia.org>

#### **Mails :**

[manca@manca-indipendentzia.org](mailto:manca@manca-indipendentzia.org)  
[mancaindipendentzia@libero.it](mailto:mancaindipendentzia@libero.it)  
[ufficiostampa@manca-indipendentzia.org](mailto:ufficiostampa@manca-indipendentzia.org)

# Notre culture n'est pas à vendre

A l'heure où la marchandisation du monde semble imposer son ordre implacable, la culture n'échappe guère à une entreprise idéologique de rabougrissement de son sens, menée à l'échelle des nations autant que du « village planétaire ».

Les coupes sombres opérées dans les budgets publics consacrés à la culture et la priorité absolue donnée au tout-tourisme paraissent avoir épuisé l'élan qui portait une grande partie du peuple corse, au temps du Riacquistu, vers un réinvestissement novateur de ses pratiques culturelles.

Les acteurs du monde associatif savent bien qu'aujourd'hui, le lancement de tout programme prévisionnel s'apparente chaque année à un coup de poker puisque plusieurs mois s'écoulent avant l'obtention de toute réponse touchant au volet financier.

Le seul souci de nos dirigeants locaux : la libéralisation croissante de l'économie et l'accumulation continue de capitaux, s'applique aujourd'hui à tous les domaines. Le primat économique et les exigences du « nouveau management » conduisent ainsi à une conception viciée de la culture comme industrie et des activités culturelles comme marchandises.

Tout projet culturel doit pouvoir se vendre, se soumettre au diktat de la rentabilité comptable.

L'existence même de salles de spectacles, d'infrastructures capables d'accueillir toute forme d'activités culturelles reste conditionnée à ce rapport mercantile. L'absence de rentabilité et de pérennité d'un auditoire fait office de sempiternelle réponse face à la demande du public. La problématique ne doit pas se formuler en ces termes : l'accès à la Culture ne doit pas être rattachée à une affaire comptable.

Le sacrifice de la culture et de son corollaire, l'éducation, sur l'autel du pragmatisme d'un Etat et d'une CTC gestionnaires, entraîne pour qui veut contribuer à maintenir une vie culturelle, la nécessité de faire peser tout l'effort sur les frêles épaules du monde associatif, fort heureusement divers et dynamique. Excepté dans les grandes villes corses, pourvues de permanents, on ne peut partout ailleurs promouvoir la culture qu'avec le recours au bénévolat.

Comment en effet, organiser pour le Svegliu Calvese, les Rencontres Polyphoniques de Septembre à Calvi, dont s'enorgueillit pourtant la municipalité, avec trois permanents ? Le danger évident demeure non seulement le découragement et l'impuissance des acteurs de la société civile, mis à contribution, sans prise

en compte des limites de leur action, mais encore la disparition pure et simple des associations culturelles, faute de moyens. Toujours sur la brèche, ils pallient de leur mieux les béances de la politique culturelle insulaire.

Ainsi, le même Svegliu Calvese a perdu la coquette somme de 26 000 euros de subventions départementales entre 2005 et 2006. L'exemple de la Balagne peut parfaitement illustrer les prises de position idéologiques du pouvoir capitaliste qui considère la culture seulement lorsqu'elle s'avère « instrumentalisable » et réductible à l'expression d'une individualité artistique élitiste.

Exit l'expression des cultures populaires, possibles sources de contestation au profit de l'artiste-star, exit la culture de la critique : voici venu l'avènement autoproclamé de la pensée unique fascisante qui réduit la culture aux Beaux Arts et au politiquement correct.

Le surinvestissement des acteurs du monde associatif ne peut durer sans risque ; les politiques au pouvoir doivent être interpellés ; il leur faut assumer la responsabilité de choix calamiteux.

L'avenir de la culture se confond avec notre avenir de peuple porteur d'identité, d'histoire et d'humanité. Affirmons sans détour qu'il n'est pas de progrès social sans prise en compte collective d'une culture populaire, portée par tous dans l'intérêt de tous.

# Mare Nostrum : Notre espace géopolitique.

D'aussi loin que peut remonter l'analyse des sciences historiques, la Méditerranée a toujours été un lieu d'échanges, sous des formes tantôt pacifiques, tantôt violentes. L'Histoire de Corse atteste de cette continuité, dans le brassage des civilisations méditerranéennes qui ont façonné notre culture actuelle. Aujourd'hui, cet espace ouvert qui était le nôtre depuis des millénaires, est devenu une véritable frontière qui cristallise toutes les tensions politiques contemporaines, rendant presque informelle toute tentative d'échange entre les peuples de toutes les rives. Notre propos est de comprendre les mécanismes récents qui ont conduit à cette situation d'oppression multiforme.

Les fascistes italiens et espagnols avaient en leur temps théoriser l'Arc Latin, dissociation opposant frontalement un occident chrétien aux peuples jugés inférieurs de l'empire colonial. Cette vision impérialiste du Nord vers le Sud s'est aggravée depuis lors. Durant la guerre froide les U.S.A et l'U.R.S.S ont transformé la Méditerranée en vaste zone de lutte d'influence où à un quadrillage militaire naval et aérien, s'ajoutait une ingérence politique directe dans les pays riverains : dictature en Espagne, Colonels en Grèce, tentative de coup d'Etat en Italie, armée en Turquie . France, Yougoslavie et Albanie exceptées, la Méditerranée dans les années 60/70 était dans sa partie Nord, sous contrôle Nord-Américain direct ou indirect . L'U.R.S.S étendait a contrario son influence dans la partie Sud par un soutien direct à des régimes ( Lybie, Egypte, Syrie ) ou à des mouvements armés. Cette double instrumentalisation du Capitalisme nord-américain et de la bureaucratie soviétique a laissé des traces profondes dans les rapports entre les peuples.

En effet, les luttes de libérations nationales au sud et les processus démocratiques bourgeois au nord n'ont pas débouché sur une nouvelle ère d'échange, bien au contraire. Les peuples espagnols, catalans, occitans, italiens, sardes, siciliens et corses, se sont retrouvés progressivement inclus dans un nouvel espace géopolitique excentré vers le Nord de l'Europe : la Communauté européenne. Dans le même temps, les régimes autoritaires au Sud ont davantage contribué à spolier méthodiquement et à leur profit, ainsi qu'à celui des bourgeoisies occidentales, leurs peuples de leur ressources naturelles pour. Ces écarts socio-économiques et cette rupture de liens culturels multi-séculaires ont fait de la Méditerranée une nouvelle frontière isolant un



Sud pauvre d'un Nord, devenu la forteresse sécurisée de bourgeoisies ayant atteint un niveau de richesse jamais égalé dans l'histoire de l'humanité. Des pays plus éloignés ( Arabie Saoudite, Iran, Soudan ) instrumentalisent le désespoir à travers le prisme religieux, au gré de leurs intérêts stratégiques, en renforçant encore davantage les sources de conflits. Ce fossé artificiel provoque inexorablement un exode qui se traduit par un flot de cadavres de candidats malheureux à une prospérité de plus en plus illusoire. Le Bunker européen ne pourra avoir que des conséquences de plus en plus catastrophiques pour la Méditerranée.

Pourtant, le Mare Nostrum, demeure encore aujourd'hui un lieu où beaucoup restent à partager, sur tous les plans. Un corse aura toujours plus de points communs, même dans sa façon de s'emparer des choses de la cité, avec un sarde, un kabyle ou un palestinien. C'est pour ces raisons qu'il faut réactiver un projet politique pour la Méditerranée. Les peuples peuvent non seulement confronter leurs recherches pour une alternative socialiste à partir d'un environnement proche, mais ils peuvent également mettre en place des projets structurants à partir d'échanges culturels et économiques. Une autre Méditerranée est possible, mais rien ne pourra se faire tant que cette mer sera quadrillée par les puissances militaires occidentales, U.S.A en particulier. De même, aucune alternative ne pourra aboutir dans les nations occupées par les puissances coloniales européennes. Il devient donc urgent pour les peuples des deux rives de reprendre l'initiative contre les plans de l'impérialisme ( Armée + Tourisme = Mort ) et de recréer du sens, du lien et un projet fédérateur à travers une Assemblée des Peuples de la Méditerranée.

**a Manca Naziunale appelle à l'organisation  
de la 2nd Assemblée des Peuples de Méditerranée**

# La pègre au pouvoir ?

D'abord comme une rumeur, puis comme une réalité dramatique, la main mise de la pègre sur de multiples secteurs de l'économie est d'une aveuglante évidence. Il suffit pour cela de lire régulièrement la presse. Pratiquement pas une semaine ne s'écoule sans qu'il ne soit donné écho à des faits divers où des attentats perpétrés contre des commerces disputent aux meurtres le devant de la scène. La société corse, a contrario des affirmations xénophobes de quelques journalistes hexagonaux, ne se complaît pas dans un silence complice. Dès lors, les commentaires sur une situation de moins en moins supportable ne manquent pas. Ici, un restaurateur qui se refuse à laisser à un de ses enfants son affaire dans la crainte de lui léguer « un cadeau empoisonné », là un petit entrepreneur contraint de se contenter de sous-traitance en évitant de se positionner dans le cadre de réponse à des parutions d'appels d'offre. Enfin, des parents encore, inquiets de la circulation de drogues qui comptent parmi les plus nocives. Sans omettre la pression croissante qui s'exerce sur des élus dont les communes possèdent une façade littorale. Un sentiment d'impuissance, mélange de colère et de peur, gagne peu à peu du terrain. Les juges du pôle économique sont enfermés entre les murs du tribunal de Bastia, sauf quand il s'agit de répondre aux exigences d'un ministre ponctuellement intéressé par l'aboutissement d'un dossier. Les moyens à leur disposition sont, selon certaines sources, certes insuffisants, mais permettraient néanmoins quelques investigations. Seulement, la justice en Corse a rarement servi l'intérêt général et plus souvent mise au service de causes qui ont creusé un fossé entre la majorité du peuple et cette institution, qu'elle soit aujourd'hui française ou génoise, comme il y a quelques siècles. La défiance populaire n'a d'égale que le silence des députés et sénateurs. L'actuel préfet de Région, baigne pour son compte dans une autosatisfaction

exprimée lors d'une journée destinée à mieux faire connaître les métiers de la police. Pour ce proche de l'actuel ministre de l'intérieur, les chiffres attestent d'une intense activité des services de police et d'un taux de réussite à la hausse. Sur ce point, observées de loin, les choses paraissent difficilement contestables. Le nombre de personnes privées de leur permis de conduire ou frappées de lourdes amendes est considérable. Les jeunes manifestants placés en garde à vue pendant la mobilisation contre le CPE peuvent en témoigner. Sans parler des grands délinquants coffrés à la sortie d'un bateau en possession de deux grammes de cannabis. Les militants nationalistes arrêtés justifiant à eux seuls, s'il en était besoin, les propos de ce haut fonctionnaire, tout va pour le mieux au pays des statistiques.

Et si... Et si la gestion de cette situation permettait à d'aucuns de se débarrasser du « dossier corse », quitte à laisser émerger de nouveaux pouvoirs aux méthodes exonérées de toute forme de considération citoyenne ? L'accumulation un peu rapide de capital n'a jamais troublé les gouvernants et la pacification de la Corse a sans doute un prix.

## REDAZIONE REDACTION

### Capi redattori *Rédaction en chef*

**Anna Laura Cristofari,  
Serge Vandepoorte-Marcangeli**

### Redattori *Rédacteurs*

**Ghjuvan'Paulu Ramacciotti,  
Stelliu Leca,  
Ghjaseppu Pietri,  
Pasquale Agostini**

### P.A.O

**Desideriu Ramelet,**

### Tesurieru *Trésorier*

**Federicu Federzoni,**

### Distribuzione *Distribution*

**Ghjuvanni Lefevre,**

## SUSTEGNU SOUTIEN

### Sceccu ( Chèque ) - \* Mr Federzoni\*

Dominique Giacomoni  
Rés. Savreux Bat B1  
Chemin du Loretto  
20 090 AIACCIU

### D'un contu à l'altru ( Virement )

Mr Frédéric Federzoni  
Crédit Agricole / CRCAM de Corse  
Banque Guichet Compte Clé  
12006 00011 73002024360 63

**rezo.net**  
LE PORTAIL DES COPAINS

**Informations sur la question des sans-papiers**

**<http://rezo.net/themes/sanspapiers>**

*Des archives, des dossiers exclusifs, un contact*

**WWW.MANCA-NAZIUNALE.ORG**